

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Espagne & Portugal

Une publication du SER de Madrid
Décembre 2023

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,2%

IPC en novembre 2023 en g.a
(1ère estimation INE)

Zoom sur :

Le Forum économique France-Espagne, coorganisé par le Medef et la CEOE, a tenu sa 4ème réunion annuelle à la résidence de France le mardi 28 novembre. Patrick Martin, nouveau président du Medef élu au mois de juillet dernier, a conduit une délégation d'une douzaine de représentants d'entreprises, ainsi que des représentants du Medef dans les régions. La délégation espagnole, conduite par le président de la CEOE Antonio Garamendi était composée des dirigeants de grandes entreprises espagnoles, dont Indra, CAF, Talgo, Antolin, Gestamp et Enagas.

Les participants ont échangé autour de trois tables rondes thématiques sur (I) la protection et le financement de la compétitivité européenne, (II) les coopérations industrielles et technologiques franco-espagnoles et (III) la

sécurité et la coopération énergétique. La secrétaire d'Etat au commerce Xiana Méndez a clôturé le forum. Par ailleurs, une déclaration commune, « [Pour une Europe compétitive et résiliente](#) », a été signée par les présidents du Medef et de la CEOE.

Activités macroéconomiques & financières

	Gouvernement espagnol Projet de plan budgétaire 2024 (Octobre 2023)		Commission Européenne Prévisions d'automne (Novembre 2023)		Banque d'Espagne Prévisions Eurosysteme (Septembre 2023)		OCDE Perspectives économiques (Octobre 2023)		FMI Perspectives de l'Éco. Mondiale (Octobre 2023)	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Croissance PIB	+2,4 %	2,0 %	+2,4 %	+1,7 %	+2,3 %	+1,8 %	+2,4 %	+1,4 %	+2,5 %	+1,7 %
Taux de chômage	11,8 %	10,9 %	12,1 %	11,6 %	12,0 %	11,5 %	12,0 %	12,0 %	11,8 %	11,3 %
Déficit public (% du PIB)	-3,9 %	-3,0 %	-4,1 %	-3,2 %	-3,7 %	-3,4 %	-3,6 %	-3,2 %	-3,9 %	-3,0 %
Dettes publiques (% du PIB)	108,1 %	106,3 %	107,5 %	106,5 %	108,8 %	106,9 %	109,5 %	110,1 %	107,3 %	104,7 %
Inflation (moyenne ann.)	4,4 %	3,9 %	+3,6 %	+3,4 %	+3,6 %	+4,3 %	+3,5 %	+3,7 %	+3,5 %	+3,9 %
	<i>Déflateur de la consommation privée</i>		<i>IPCH</i>		<i>IPCH</i>		<i>IPC</i>		<i>IPC</i>	

Mesures de réponse à la crise et de relance

Plan national de relance et de résilience (PNRR) : le conseil ECOFIN valide le PNRR révisé de l'Espagne déposé par le gouvernement le 6 juin dernier. Le plan intègre un montant total de 163,0 Md€, soit 13,7 % du PIB de 2019, en comptabilisant les 69,5 Md€ en subventions de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) du plan dans sa version initiale auxquels s'ajoutent 7,7 Md€ en subventions supplémentaires de la FRR à la suite de la révision de la répartition des subventions opérée en juin 2022, 83,2 Md€ du volet de prêts de la FRR qui revenaient à l'Espagne et qui n'avaient pas encore été mobilisés et 2,6 Md€ en subventions de REPowerEU, le plan mis en œuvre par la Commission européenne en mai 2022 pour répondre aux défis en

matière énergétique dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'exécutif a indiqué que la demande du 4ème versement semestriel du plan à hauteur de 10 Md€ sera demandé à la Commission européenne avant la fin de l'année.

Mesures pour limiter l'impact économique de la hausse des prix :

le président du gouvernement, Pedro Sánchez, a annoncé lors de son débat d'investiture au parlement qu'il maintiendra les réductions de TVA pour certains produits alimentaires au 1er semestre 2024. Pour rappel, depuis début 2023, l'exécutif a réduit le niveau de TVA ultra-réduit de 4% à 0% pour certains produits de 1ère nécessité (pain, farines, lait, fromage, œufs, fruits, légumes et céréales) et autorisé le passage du taux réduit de 10% au taux ultra réduit de 5% pour les pâtes et les huiles. Par ailleurs, le président a également confirmé que les jeunes, les personnes au chômage et les mineurs pourront continuer de bénéficier de la gratuité des transports publics en 2024.

Macroéconomie

Prévisions économiques : le gouvernement espagnol revoit à la hausse ses prévisions pour 2023 (+2,4%, soit +0,3 pp) mais à la baisse pour 2024 (+2,0%, soit -0,4 pp). Dans le cadre du projet de plan budgétaire transmis à la Commission européenne, l'exécutif a mis à jour ses dernières prévisions macroéconomiques qui dataient du plan de stabilité d'avril dernier. En 2024, le gouvernement anticipe que la croissance sera soutenue par la demande interne, avec une évolution dynamique de la consommation privée (+3,0%) soutenue par le dynamisme du marché du travail, des gains de pouvoir d'achat des ménages grâce à une évolution salariale positive et une inflation plus contrôlée et le désendettement des ménages espagnols lors de la dernière décennie qui limiterait l'impact de la hausse des taux. De même, la FBCF connaîtrait une hausse de 4,0% sous l'impulsion du déploiement des fonds du plan national de relance et de résilience et la création d'emplois. En revanche, le secteur extérieur souffrirait de la dégradation de la conjoncture économique, notamment en zone euro, le principal partenaire économique de l'Espagne.

Croissance du PIB au T3 2023 : selon la [1ère estimation de l'INE](#), le PIB trimestriel espagnol a enregistré une croissance de +0,3 % au T3 2023 (-0,1 pp par rapport au T1), portant l'acquis de croissance pour l'année à 2,3%. Le résultat s'explique notamment par les bons résultats de la demande nationale (+0,8 %), avec notamment la consommation des ménages qui résiste (+1,4%), alors que le secteur extérieur souffre de la dégradation de la conjoncture dans les principaux partenaires économiques de l'Espagne avec un recul de +4,0% des exportations de biens et services et de 3,1% des importations. Par ailleurs, l'INE a opéré une révision de -0,1 pp du trimestre précédent qui passe de +0,5% t/t à +0,4 t/t.

Inflation : selon la [1ère estimation de l'INE](#), l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 3,2 % en glissement annuel en novembre 2023 (vs. 3,5 % en octobre). L'IPC harmonisé au niveau européen (IPCH) s'élève à +3,2% en g.a. L'inflation sous-jacente s'élève à 4,5% (-0,7 pp par rapport à octobre). L'INE indique que cette évolution s'explique principalement par une baisse des prix des carburants et des paquets touristiques, plus importantes que celles enregistrées en novembre 2023. Par ailleurs, la hausse des prix des aliments et boissons non alcooliques est

moindre que celle du même mois de l'année dernière (les détails par catégories seront publiés avec la 2ème estimation).

Finances publiques

Projet de plan budgétaire 2024 : le gouvernement espagnol maintient l'objectif de revenir à un déficit public de 3,0% du PIB pour 2024. Dans le cadre du projet de plan budgétaire, l'exécutif a maintenu les objectifs de déficit public qui avaient déjà été adoptés dans le plan de stabilité au printemps, à savoir un retour à -3,9% du PIB en 2023 et -3,0% en 2024. Cet objectif serait atteint à condition de ne pas prolonger les mesures extraordinaires pour limiter l'impact de la hausse des prix qui arrivent à échéance fin 2023. La commission a jugé ce projet de plan budgétaire globalement conforme aux recommandations du Conseil de juillet 2023 mais estime que le déficit s'établirait plutôt à 3,2% en 2024.

Déficit public : le déficit des administrations publiques (hors municipalités), s'élevait à 22,9 Md€ fin septembre (1,6% du PIB), soit -3,7% par rapport à la même période en 2022. Par administration, l'État central enregistre un déficit de 23,5 Md€ (1,6% du PIB), les régions de 0,5 Md€ (0,03% du PIB) et la sécurité sociale un surplus de 1,3 Md€ (0,1% du PIB).

Dettes publiques : la dette des administrations publiques s'élèverait à 1 578 Md€ fin septembre 2023, soit une hausse de +4,9 % en glissement annuel. Le ratio de dette/PIB s'élève à 109,9% au 3ème trimestre et passe pour la 1ère fois sous le seuil des 110% depuis le début de la crise sanitaire avec un pic atteint au 1er trimestre 2021 (125,3%).

Impôts temporaires sur les secteurs de l'énergie et financier : la ministre des Comptes publics a estimé que le recouvrement de ces deux impôts extraordinaires a été 2,908 Md€ en 2023, dont 1,644 Md€ concernant le volet « énergie » et 1,263 Md€ concernant le volet « finances ». En février, les entreprises concernées avaient dû verser un 1er paiement correspondant à 50% de l'impôt qui avait permis d'obtenir 1,454 Md€ (0,817 Md€ pour les énergéticiens et 0,637 Md€ pour les entités financières). En septembre, celles-ci ont versé les 50% restants pour un montant de 1,453 Md€ (0,827 Md€ pour les énergéticiens et 0,626 Md€ pour les entités financières). Avec ces résultats provisoires, le gouvernement a pratiquement atteint les prévisions de recouvrement annoncées en 2022 pour ces deux impôts extraordinaires, de 3 Md€ par année. Pour rappel, ceux-ci sont en vigueur en 2023 et 2024 mais pourraient faire l'objet d'une prolongation.

Emploi

Enquête de population active : selon l'[INE](#), le taux de chômage augmente de 0,2 pp et s'élève à 11,8% au T2 2023 (contre 11,6 % au T2 2023). Le nombre de personnes en recherche d'emploi s'élève à près de 2,9 M de personnes (+92 700 personnes par rapport au trimestre précédent). Malgré cette légère hausse du chômage, l'Espagne atteint un record de 21,3 M de personnes occupées (+209 100 personnes par rapport au T2) et la population active augmente

de 301 900 personnes par rapport au T2 et atteint les 24,1 M de personnes.

Entreprises

Télécommunications : Vodafone a annoncé le 31/10 la vente au fonds d'investissement britannique Zegona de l'ensemble de ses activités en Espagne, son 2ème marché d'Europe, pour un montant total de 5 Md€. Vodafone explique l'opération comme un rééquilibrage de son portefeuille, afin de soutenir sa croissance et de se concentrer sur les pays où il dispose d'une taille critique. La transaction prévoit le versement d'un montant d'au moins 4,1 Md€ en espèces, accompagné de l'octroi d'actions préférentielles convertibles pour environ 0,9 Md€. La cession devrait être finalisée au S1 2024. Cette opération intervient dans un marché telecom espagnol en pleine restructuration avec la fusion prévue d'Orange et de MasMovil.

Chiffre d'affaires : selon l'INE, l'indice de chiffre d'affaires des entreprises ([ICNE](#)) augmente en septembre 2023 de +0,9 % cvs en variation mensuelle (-0,1 % cvs en août). Le commerce (+0,1 %) et les Industries extractive et manufacturière (+0,7 %) sont légèrement à la hausse, alors que l'approvisionnement d'énergie électrique, eau, assainissement et gestion de déchets est à la baisse (-1 %).

Chiffre d'affaires industrie et services : selon l'INE, le chiffre d'affaires du secteur industriel ([ICN](#)) enregistre une hausse à +1,2 % cvs en variation mensuelle en septembre 2023. Le sous-secteur enregistrant la hausse la plus importante est l'énergie (+5,3 %), les biens de consommation durable étant le seul sous-secteur n'affichant pas de hausse (tout en restant stable à 0 %). Le chiffre d'affaires du secteur services ([IASS](#)) augmente de +0,7 % cvs en variation mensuelle en septembre 2023. Le secteur du transport et logistique (-0,7 %) et les activités administratives et les services auxiliaires (-0,2 %) sont à la baisse, alors que le secteur des TIC (+2,4 %) enregistre la hausse la plus prononcée.

Industrie : l'indice (PMI) du secteur industriel reste en dessous de 50 pts (contraction) pour le 7ème mois consécutif, à 45,1 pts en octobre (variation de -2,6 pts par rapport à septembre). La décélération est observable dans tous les secteurs (production, commandes, emplois et achats).

Création d'entreprises : selon l'[INE](#), 6 735 sociétés ont été créées en septembre 2023, soit une baisse de 1,5 % par rapport au même mois en 2022. Le capital déposé cumulé pour leur création a été de plus de 278 M€ (-30,4 % par rapport à septembre 2022), avec une moyenne de 41 334 € (-29,3 %). Pendant ce mois, l'institution enregistre la dissolution de 1 245 sociétés (-12,9 %).

Commerce de détail : l'indice de commerce de détail ([ICM](#)) reste stable en variation mensuelle à -0,2 % cvs en octobre 2023. Par type de distribution, les entreprises ayant un seul établissement ont augmenté leurs ventes de +0,3%, alors que les petites chaînes (-0,6 %), les grandes chaînes (+1,0 %) et les grandes surfaces commerciales (+0,8 %) ont enregistré des résultats négatifs.

Numérique

Usage des TIC : Selon une enquête réalisée par l'[INE](#) en 2023, 95,4 % de la population espagnole de 16 à 74 ans a utilisé internet au cours des trois derniers mois (+0,9 pp par rapport à 2022) et 90 % de façon quotidienne (+2,9 pp). Par ailleurs, 55,9 % des personnes enquêtées ont réalisé des achats en ligne au cours des trois derniers mois (+0,6 pp) et 66,2 % ont des compétences numériques basiques ou avancées.

Secteur bancaire et financier

Résultats des grandes banques : au cours des trois premiers trimestres de 2023 les 6 banques espagnoles cotées en bourse enregistrent des bénéfices qui s'élèvent à 19,8 Md€ (+23,5% par rapport à la même date l'année dernière). Ce résultat s'approche celui de l'ensemble de l'année 2022, qui était de 20,8Md€. Le secteur bancaire espagnol bénéficie de la hausse des taux en répercutant une grande partie de cette hausse sur les prix du crédit et pratiquement pas sur les dépôts.

Prêt BEI : la BEI approuve un prêt de 700 M€ à l'appui de l'agrandissement et de la modernisation du réseau de distribution d'électricité de Naturgy. Le projet financé permettra entre autres le raccordement de nouveaux utilisateurs, et participera à la double transition énergétique et numérique de l'entreprise en accélérant la transformation numérique du réseau et soutenant la poursuite de la décarbonation du mix énergétique espagnol. Par ailleurs, plus de 75 % du total des investissements associés seront déployés dans des régions où le revenu par habitant est inférieur à 75 % de la moyenne de l'UE à l'instar de la Gallice, Castille-et-Léon ou Castille-La-Manche. Ces régions bénéficieront également de la création de 5 000 emplois à temps plein au cours de la phase de mise en œuvre.

Hausse des taux et réévaluation des prêts à taux variable : la banque d'Espagne estime que près d'un tiers des ménages vont faire faire à une réévaluation de leur prêt à taux variable de plus 100 pdb. La charge financière pesant sur les ménages devrait ainsi s'alourdir au second semestre.

Nouveaux prêts immobiliers : selon les dernières données disponibles de l'INE, en septembre la contraction du nombre de nouveaux prêts immobiliers se poursuit et baisse de 29,6% par rapport à l'année précédente. Le taux moyen d'emprunt s'établit à 3,26%.

Diminution des dépôts : selon les derniers chiffres de la Banque d'Espagne, les dépôts des ménages ont diminué de plus de 27Md € entre janvier et octobre 2023, soit la plus forte baisse au cours des 10 premiers mois de l'année depuis le relevé des séries en 2004. Ce comportement pourrait s'expliquer par la recherche de produits plus rentables à l'instar des lettres du trésor ou des fonds d'investissements mais également par l'augmentation des mensualités des taux à variables et à l'augmentation générale des prix.

Marché de l'immobilier

Marché locatif : le prix de la location au niveau national reste inchangé en octobre, s'établissant à 11,8€/m² selon le portail

immobilier Idealista. En revanche, les prix continuent d'augmenter dans certaines villes comme Barcelone (+2,0%) ou Madrid (+0,8%). Au cours du dernier trimestre les prix ont diminué de 0,6% par rapport au trimestre précédent, en revanche les prix enregistrent une hausse de 9,4% par rapport à l'année dernière.

Marché de l'achat : en octobre le prix du logement à l'achat augmente de 0,4% par rapport au mois précédent et de 6,6% par rapport à l'année dernière pour atteindre 2159€/m² selon le portail immobilier Fotocasa. C'est aux Baléares et à Madrid que le prix de l'ancien est le plus élevé avec des prix respectifs de 3 805 €/m² et 3 577 €/m².

Recommandations OCDE : dans son dernier rapport « Étude économique » sur l'Espagne, l'organisation recommande au pays d'assouplir le contrôle des loyers, de baisser les taxes sur les ventes de logements et d'augmenter le parc de logements sociaux. Ces recommandations ont pour but d'améliorer l'accès au logement des ménages, et favoriser l'émancipation des jeunes qui sont pénalisés lorsqu'il s'agit de trouver un logement dans une zone porteuse d'emplois.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ES>

Rédaction : Carranza Alvaro, Marañón Alexander, Meinzel Thomas, Nkoa-Zoa Mélodie

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr